

**OLIVIER LE NAIRE  
CLÉMENTINE LEBON**

# **LE REVENU DE BASE**

**UNE IDÉE QUI POURRAIT  
CHANGER NOS VIES**

*DOMAINE DU POSSIBLE  
ACTES SUD\COLIBRIS*



*Pour Jean-Alain.*

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>10</b>
<b>1. QU'EST-CE EXACTEMENT QUE LE REVENU DE BASE?</b>	<b>20</b>
LE POIDS DES MOTS	23
LE CHOC DES IDÉAUX	25
TROIS SIÈCLES DE MATURATION	28
UNE FAMILLE RECOMPOSÉE	32
LE RÉSEAU DES RÉSISTANTS	34
LE RÊVE DE VOLTAIRE ET DE BARJAVEL	37
<b>2. INCITE-T-IL À LA PARESSE OU PEUT-IL AU CONTRAIRE NOUS AIDER À REPENSER LE TRAVAIL ?</b>	<b>40</b>
BIENVENUE AU <i>TRIPALIUM</i>	41
LE TRAVAIL, PILIER DU CONTRAT SOCIAL DURANT LES TRENTE GLORIEUSES	43
AUTOMATISATION ET ROBOTISATION	45
ET SI LA “FIN DU TRAVAIL” ÉTAIT UNE OPPORTUNITÉ ?	48
EN FINIR AVEC LES <i>BULLSHIT JOBS</i>	51
UBER ET LE MIRAGE DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE	52
REPENSER LE TRAVAIL AVEC LE REVENU DE BASE	55
LE PARTAGE DU TRAVAIL	61
MAIS ALORS, QUI FERA LES SALES BOULOTS ?	62
UN ATOUT POUR LES FEMMES	64
<b>3. EST-CE UNE ÉNIÈME UTOPIE OU UN OUTIL CRÉDIBLE POUR REFONDER NOTRE CONTRAT SOCIAL ?</b>	<b>68</b>
LES PROJETS DE RÉFORMES SE RAPPROCHANT DU REVENU DE BASE	70
UN REVENU DE BASE POUR ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ ET LA BUREAUCRATIE EN FRANCE	74
LE CAS PARTICULIER DE LIBER : UN REVENU DE BASE POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE	77
LIBERTARIENS : UN REVENU DE BASE POUR EN FINIR AVEC LA PUISSANCE DES ÉTATS ?	80
ALTERMONDIALISTES ET ÉCOLOGISTES : UN REVENU D'EXISTENCE POUR CHANGER DE PARADIGME	82
SOUS QUELLE FORME VERSER LE REVENU DE BASE ?	84
ALLOCATION OU SERVICES GRATUITS ?	85
ÉDUIQUER ET ACCOMPAGNER	87
RÉFLÉCHIR AVANT D'AGIR	89

<b>4. COMMENT LE FINANCER ?</b>	<b>92</b>
DE MULTIPLES LEVIERS POUR AGIR	94
COMMENT JOUER AVEC CES DIVERS LEVIERS ?	103
NE PLUS ESQUIVER LE DÉBAT	107
<b>5. RISQUE-T-IL DE CASSER L'ÉCONOMIE ?</b>	<b>108</b>
REPENSER LA MESURE ET LA FINALITÉ DE LA CROISSANCE	110
ET SI LE REVENU DE BASE ENGENDRAIT DES ÉCONOMIES ?	112
QUE SE PASSERAIT-IL SI LES BÉNÉVOLES FAISAIENT LA GRÈVE ?	113
DÉVELOPPER DE NOUVELLES ACTIVITÉS À HAUTE VALEUR SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE	115
REDYNAMISER L'ÉCONOMIE LOCALE	117
LE DILEMME DE L'INFLATION	119
UNE INSTAURATION PROGRESSIVE	121
L'URGENCE DE REPENSER LE MODÈLE	121
<b>6. A-T-IL DÉJÀ ÉTÉ SÉRIEUSEMENT EXPÉRIMENTÉ QUELQUE PART ?</b>	<b>124</b>
DES EXPÉRIMENTATIONS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ	126
L'AMÉRIQUE DU NORD, PIONNIÈRE DANS LES EXPÉRIMENTATIONS	129
QUAND LA SILICON VALLEY VEUT TOUT REPENSER	132
LE REVENU DE BASE PROGRESSE EN EUROPE	134
TESTER LOCAL, PENSER GLOBAL	136
<b>7. COMMENT, CONCRÈTEMENT, FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT ?</b>	<b>138</b>
LE FRÉMISSEMENT DES POLITIQUES	140
L'ENGAGEMENT DES CITOYENS	142
<b>NOTES</b>	<b>146</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>156</b>

# PRÉAMBULE

*Vous ne pouvez pas attendre de la vie d'avoir un sens. Vous devez lui en donner un.*

ROMAIN GARY

Peut-être connaissez-vous ce mot attribué à Victor Hugo : “Il n’est rien de plus puissant qu’une idée dont le temps est venu.” Si cette assertion a beaucoup servi, rarement elle aura paru mieux appropriée qu’au revenu de base. Dans l’air depuis plus de deux siècles malgré une indifférence quasi générale, il semble bien qu’aujourd’hui, effectivement, le temps de cette idée soit venu. La preuve : voilà encore un an, si vous aviez soulevé ce sujet en famille, au bistrot ou dans un dîner en ville, on vous aurait sûrement répondu : “Le revenu de base ? Mais qu’est-ce que c’est que ça ?” Et quand vous auriez expliqué que son principe consiste à verser à tout citoyen – enfants compris – un revenu mensuel décent de sa naissance à sa mort, sans condition ni contrepartie, au mieux on vous aurait pris pour un aimable plaisantin, au pis pour un dangereux idéaliste. Et l’affaire en serait restée là. Or il aura suffi d’une année à peine pour qu’en Europe, ce débat jusque-là cantonné à un petit cercle de militants ou d’initiés envahisse les plateaux télé et les tribunes des journaux. Pour ou contre le revenu de base ? Une armée de commentateurs se sont alors mis à s’écharper doctement sur un sujet auquel ils n’avaient, pour beaucoup, jamais réfléchi auparavant. De Manuel Valls à Marine Le Pen en passant par Benoît Hamon, Arnaud Montebourg, Cécile Duflot, José Bové, Myriam El Khomri, Delphine Batho, Emmanuel Macron, Nathalie Kosciusko-Morizet, Bruno Le Maire, Yannick Jadot, Dominique de Villepin, Christine Boutin ou Frédéric Lefebvre, de nombreux ténors de la politique – et même le Sénat ! – ont ouvert ou entrouvert la porte à cette idée. Certains candidats aux primaires allant jusqu’à l’intégrer dans leur programme présidentiel.

Mais que s’est-il donc passé pour que subitement on en vienne, dans notre époque si matérialiste, à exhumer une utopie née avec la

Révolution française? D'abord, il y a eu ce référendum très médiatique organisé en Suisse, au printemps 2016. Puis, en Finlande et aux Pays-Bas, ces expérimentations du revenu de base, elles aussi largement relayées par la presse. En France, le débat a surtout été porté par l'agenda social et politique où, à l'approche de l'élection présidentielle, la question du travail aura été, hormis les attaques terroristes, LE grand sujet de la seconde partie du quinquennat de François Hollande. Manifestations monstres contre la loi El Khomri, grèves à répétition dans les services publics, guerre des taxis contre UberPop et des hôteliers contre Airbnb, effervescence de Nuit debout, échec des négociations sur l'assurance chômage... Depuis deux ans, sur le ring social s'est rejoué presque quotidiennement, entre Bastille et République, l'éternel combat des anciens contre les "modernes" (ou présentés comme tels!). Avec d'un côté la CGT, bien décidée à défendre coûte que coûte les acquis sociaux de l'après-guerre. Et de l'autre Valls, Macron, le MEDEF et les libéraux (Nathalie Kosciusko-Morizet, adepte du revenu de base, en tête), expliquant que, dans un monde en plein bouleversement, il faut bien s'adapter. Oui, mais comment s'adapter sans ériger la précarité en règle, quand la France, sixième économie du monde, compte déjà plus de 5 millions de chômeurs<sup>1</sup> et plus de 8 millions de pauvres<sup>2</sup>?

C'est là que le débat autour du revenu de base peut apporter sa pierre à l'édifice. Car, à défaut d'offrir une réponse simple ou univoque, il a le mérite de poser les bonnes questions pour nous aider à appréhender le problème dans sa globalité. Des questions qui font mal. De celles qui, si on les pousse un peu loin, obligent à réfléchir sur notre modèle de développement, nos manières de penser, nos modes de vie. Mais surtout nos idées reçues. Pourquoi, par exemple, vouloir à tout prix nous faire travailler plus alors que les robots risquent de prendre progressivement nos emplois? Réduire le temps de travail est-il une invitation à la paresse ou au contraire une opportunité pour reprendre nos vies en main? Pourquoi donc l'activité d'une mère de famille, d'un bénévole des Restos



du cœur ou d'un étudiant n'est-elle pas comptabilisée comme facteur de croissance, de richesse, et au nom de quoi ces activités ne sont-elles pas rétribuées? Est-il encore possible de créer de la richesse sans nous pousser à surconsommer, à surexploiter une main-d'œuvre toujours meilleur marché, à dilapider les ressources de la planète ou à aggraver les inégalités? Et pourquoi, d'ailleurs, faudrait-il absolument que l'emploi soit centralisé à Paris, Lyon ou Bordeaux, quand tant de petites villes de Bourgogne ou du Massif central se transforment en véritables déserts?

Débatte aujourd'hui du revenu de base, c'est accepter de mettre toutes ces questions taboues sur la table, refuser de se résigner. Et croire que le plus grand risque à courir pour notre avenir serait de ne surtout rien tenter. Penser que l'on pourra échapper à ces choix-là, à l'heure de la révolution numérique, de la mondialisation, de l'ubérisation de la société et des déficits publics records, voilà la vraie inconscience! Si notre civilisation moderne doit disparaître un jour, ce ne sera certainement pas du fait d'une utopie qui aurait mal tourné, mais bien à cause d'une cruelle absence de vision, de rêves et de mythes. D'une cruelle absence de grand récit collectif.

“Ne pensez-vous pas qu'avec les attentats, nous avons des sujets plus importants à traiter en ce moment?” répondront en chœur, un brin énervés, nos très sérieux dirigeants. Mais la politique est justement une affaire trop sérieuse pour la confier à des politiciens qui auraient la tentation de dicter aux citoyens les thèmes de campagne qui les arrangent. Il est tellement plus facile de courir les plateaux de télé pour y distribuer de virils coups de menton sécuritaires, plutôt que de s'attaquer aux racines du mal en posant les jalons d'un nouveau contrat social ou d'un nouvel ordre mondial. Or, le revenu de base apporte des propositions concrètes pour questionner, mais aussi tenter de réformer en profondeur notre modèle créateur de souffrances, d'exclusion et d'inégalités. Donc de violence. Même si rien ne justifie jamais la folie terroriste, même s'il faut à tout prix essayer, bien sûr, de s'en protéger, aucun mur, aucune

frontière, aucune loi, aucun bazooka n'empêchera jamais – on l'a vu, hélas! – un homme plein de frustration, de rancœur et de haine, de s'enrôler dans le djihad. Ni d'entraîner dans son délire suicidaire des dizaines d'innocents. À en croire le philosophe et sociologue Edgar Morin, il ne nous reste donc qu'une alternative : créer une nouvelle civilisation ou se résoudre à la barbarie<sup>3</sup>.

Jeter les bases d'une nouvelle civilisation avec, entre autres outils, le revenu de base? Pour savoir si cette voie est crédible ou même souhaitable, encore faudrait-il que chaque citoyen ait les clés pour décider si, oui ou non, il y est favorable. Or les avons-nous tous, ces clés de compréhension? Rien n'est moins sûr. Malgré le remarquable travail d'associations militantes comme le Basic Income European Network (BIEN<sup>4</sup>), le Mouvement français pour le revenu de base (MFRB<sup>5</sup>), l'Association pour l'instauration d'un revenu d'existence (AIRE<sup>6</sup>) ou encore le think tank libéral Génération libre, malgré l'engouement récent des médias et des responsables politiques pour le sujet, c'est peu dire que tout n'est pas encore clair dans les têtes. Surtout quand chacun des partisans de ce concept en défend une vision différente. En effet, rien de commun – ou si peu – entre un gourou californien de la nouvelle économie qui, avec le revenu de base, compte court-circuiter l'État providence et un militant altermondialiste qui y voit un instrument pour repenser la croissance et rendre à l'Homme sa dignité. Rien de commun – ou si peu – entre un libéral qui veut en finir avec la bureaucratie de l'aide sociale et un catholique qui mise sur le revenu de base pour éradiquer la pauvreté. Rien de commun – ou si peu – entre un défenseur de la libre entreprise, qui compte sur ce revenu pour stimuler les énergies créatrices dans son pays, et un philosophe qui estime que l'allocation universelle doit, par définition, s'appliquer à tous les êtres humains et permettre de redistribuer mondialement les richesses. Alors que nous sommes habitués, surtout en France, à la bipolarisation du débat politique, celui sur le revenu de base, lui, obéit à d'autres lois dont nous ne sommes guère familiers. Dès que l'on aborde ce sujet, les frontières

classiques se chevauchent, les logiques d'il y a encore vingt ans se brouillent, les idéologies traditionnelles s'estompent pour laisser la place à un terrain de jeu encore inédit dans l'histoire de l'humanité. Ce livre entend donc aider ses lecteurs à mieux comprendre les règles sur lesquelles pourraient se refonder nos sociétés, à mieux connaître les différentes familles de pensée du revenu de base, d'où elles parlent, les buts qu'elles poursuivent, la pertinence de leurs arguments.

Mais qui sommes-nous, direz-vous, pour prétendre jouer ainsi les arbitres de ce grand débat d'idées? D'abord de simples citoyens. Olivier, 56 ans, journaliste et essayiste séduit par le concept du revenu de base, mais longtemps dubitatif sur la possible application de cette "utopie réaliste". Et Clémentine, sa fille de 27 ans, ingénieure agronome qui, souhaitant monter une ferme pédagogique et citoyenne innovante, se disait qu'un revenu de base, s'il avait existé, aurait pu lui assurer l'assise financière pour prendre le temps de concevoir et de réaliser sereinement ce projet complexe. Lui permettre aussi d'obtenir un financement puisque, c'est bien connu, les banques ne prêtent qu'à ceux qui ont déjà les moyens. Deux positions distinctes, deux générations, mais une même envie : celle d'aller plus loin. Or, plus nous discutons et plus nous étions ébranlés par les arguments de l'autre. Olivier enfin commençait à y croire, Clémentine à douter. Jusqu'à ce que nous mesurions tous deux à quel point, bien pensé et bien conduit, le débat sur le revenu de base pouvait devenir l'instrument global – le formidable couteau suisse – pour repenser et réformer en profondeur nos sociétés. À condition, évidemment, que les citoyens en comprennent bien les tenants, les aboutissants. Et osent s'en emparer. C'est à ce moment-là que nous avons décidé de nous lancer. Nous avons acheté les livres importants sur le sujet, compilé les articles, surfé sur Internet pour retrouver des vidéos de Martin Luther King, Milton Friedman, Michel Foucault, André Gorz, Albert Jacquard ou Patrick Viveret abordant cette question. Nous avons visionné les films

de Michaël Le Sauce et de Daniel Häni et Enno Schmidt. Clémentine s'est penchée sur la conférence gesticulée d'Alexis Lecointe, ce "retraité" de 34 ans engagé dans le combat en faveur du revenu de base, elle a trié la documentation, a suivi le blog de l'économiste Jean Gadrey. Olivier, lui, est allé salle Gaveau, à Paris, écouter Alain Madelin, Delphine Batho, Frédéric Lefebvre, le philosophe Philippe Van Parijs ou l'économiste Jean-Éric Hyafil défendre leur vision du sujet. Il s'est rendu à l'ambassade de Finlande pour comprendre les modalités de l'expérimentation lancée dans ce pays. Il a rencontré les économistes Marc de Basquiat ou Gaël Giraud, le philosophe libéral Gaspard Koenig, et traqué les états-majors de Nathalie Kosciusko-Morizet, d'Emmanuel Macron, de Nicolas Hulot pour savoir si, oui ou non, ils s'intéressaient vraiment au sujet...

Finalement, que ressort-il de cette enquête à quatre mains ? Sept questions, une par chapitre, où nous tentons le plus clairement, le plus concrètement et le plus honnêtement possible de présenter l'intérêt, les avantages et les limites du revenu de base. Mais surtout de casser les idées reçues qui empêchent d'avancer sérieusement sur le sujet. Un travail avant tout pédagogique, journalistique, où, contrairement aux penseurs et militants de l'allocation universelle, nous ne prétendons pas apporter d'idées neuves, d'arguments inédits, mais une boîte à outils mise à la disposition de tous, afin que chaque citoyen puisse s'emparer de cette question que nous jugeons capitale. Surtout à la veille d'une élection présidentielle où la tentation est forte, partout, de confisquer les vrais débats afin de mieux surfer sur l'émotion ou le populisme.

Être le plus honnête et le plus objectif possible dans la présentation des faits ne signifie pas pour autant qu'il faille se montrer neutre, voire tiède. Et l'honnêteté, justement, oblige après cette enquête au long cours à présenter nos conclusions personnelles, que nous livrons ici à la libre appréciation de nos lecteurs :

- Oui, le revenu de base est bel et bien, selon nous, la grande idée politique constructive et novatrice adaptée à ce début de millénaire.

Mais cet outil ne tiendra ses promesses qu'à condition que l'on s'en serve non pour rafistoler notre protection sociale à la dérive ou comme "roue de secours du capitalisme", pour reprendre l'expression du sociologue Bernard Friot, mais pour jeter les bases d'un nouveau contrat social qui permette de repenser notre rapport au travail, à la solidarité, aux inégalités. Cela implique donc, toujours d'après nous, de se fixer, pas dans un premier temps mais à moyen terme, un objectif de montant ambitieux, d'au minimum 800 euros.

- Oui, le revenu de base reste en grande partie à inventer, car beaucoup d'inconnues subsistent quant à son champ d'intervention, son financement et son application. Sa philosophie doit aussi être mieux interrogée, discutée, étayée. D'où l'absolue nécessité pour les citoyens de s'approprier ce débat, d'adapter ce concept à leur réalité quotidienne. Et de se battre pour obtenir de leurs élus les expérimentations fiables, sérieuses et ambitieuses qui manquent cruellement à ce jour. Il convient aussi d'étudier si le revenu de base ne serait pas plus efficace s'il était constitué pour moitié d'une somme d'argent, et pour l'autre moitié d'un accès gratuit aux services publics essentiels (énergie, eau potable, transports en commun, Internet). Car la force de ce concept est qu'il ne supporte pas le dogmatisme.

- Oui, le revenu de base, dans sa version la plus modeste, peut devenir rapidement une réalité concrète. Mais il ne modifiera la donne en profondeur qu'au bout de plusieurs décennies, voire sur plusieurs générations, car on ne bouscule pas en un jour des manières séculaires de penser ou de fonctionner. Il faut donc, sans doute, accepter que dans un premier temps le revenu de base ne dépasse pas les 500 euros (soit en gros le niveau actuel du RSA), puis l'augmenter progressivement. Il faut aussi envisager qu'au début, le système ne soit mis en place que sur un territoire donné, puis l'étendre petit à petit. Avec toujours pour objectif de le généraliser, car une allocation "universelle" ne touchant que quelques pays privilégiés serait non seulement inutile, mais à terme dangereuse, puisqu'elle créerait à son tour de nouvelles inégalités.

• Oui, le revenu de base est une “utopie réaliste”, mais à la condition expresse, selon nous, qu’un programme éducatif ambitieux accompagne l’ensemble des citoyens dans cette transition certes économique, mais avant tout culturelle. Changer son rapport au travail, à la citoyenneté, prendre son destin en main au lieu d’en confier la responsabilité à la communauté ne s’apprend pas en un jour. Et surtout pas seul. C’est ce que les théoriciens du revenu de base oublient, hélas, trop souvent. Beaucoup d’économistes aussi, car le coût d’un tel programme éducatif doit s’ajouter à celui du revenu de base lui-même.

Voilà près de vingt ans, dans une émission télévisée, le chercheur et vieux sage Albert Jacquard résumait déjà en quelques phrases lumineuses l’enjeu humaniste des valeurs défendues par le revenu de base : “J’espère qu’un jour, il n’y aura plus de travail du tout, puisqu’il y aura bientôt des robots pour faire cela à notre place. Depuis un siècle, le nombre d’heures nécessaires pour produire a été divisé environ par dix et même parfois par cent dans certains secteurs. Il n’y aura donc bientôt plus de travail, alors qu’est-ce que l’on fera? Ne plus avoir de travail est une bonne chose si nous avons un projet humain. L’Homme est capable de conscience et de choisir son destin, et nous pouvons le choisir ensemble, dans l’échange. [...] Or nous sommes en train d’accepter que ces gens que l’on appelle les chômeurs soient des inutiles ; le pire pour eux n’est pas de ne pas avoir de travail et même de ne pas avoir de ressources, mais d’être considérés comme des gens dont personne n’a besoin. Or ceci est toujours, toujours faux. [...] Chacun doit participer à la construction des autres. Je suis les liens que je tisse avec les autres<sup>8</sup>.”

À nous, maintenant, de le prouver !

*Mareil-Marly, Saint-Nolff, 29 août 2016.*